

Le vice-premier ministre nous dira-t-il maintenant quels accords et quelles tractations se négocient derrière des portes closes?

L'hon. Perrin Beatty (ministre de la Santé nationale et du Bien-être social): Monsieur le Président, en ce moment, nous assistons à un processus de consultation des Canadiens. Entre le moment où le ministre des Finances a annoncé les consultations et aujourd'hui, plus de 5 400 Canadiens ont pris part aux consultations du gouvernement sur l'environnement.

Je conclus des propos de la députée que le Parti libéral du Canada s'oppose à ce genre de consultation de la population du Canada. Le gouvernement, quant à lui, croit que les Canadiens ont le droit de prendre part à l'élaboration des politiques ayant trait à la survie même de la planète.

* * *

L'IMMIGRATION

M. Sergio Marchi (York-Ouest): Monsieur le Président, en l'absence des deux ministres chargées de l'immigration, j'adresse ma question au vice-premier ministre.

On a appris récemment que le gouvernement hésite beaucoup à tenir des audiences d'expulsion contre certains immigrants hommes d'affaires qui n'ont pas rempli leur engagement envers l'économie qui était la raison pour laquelle ils avaient été admis au Canada. Je demande au vice-premier ministre comment le gouvernement peut refuser d'enquêter sur ces personnes alors que des milliers d'aspirants au statut de réfugié de la catégorie de la famille et de la catégorie des indépendants font l'objet d'un examen scrupuleux et voient leur demande rejetée sur le moindre prétexte. Pourquoi, autrement dit, applique-t-on deux mesures, une pour les riches et une autre pour les moins riches?

• (1500)

[Français]

L'hon. Marcel Danis (ministre d'État (Jeunesse) et ministre d'État (Condition physique et Sport amateur) et leader adjoint du gouvernement à la Chambre des communes): Monsieur le Président, au nom de la ministre de l'Emploi et de l'Immigration, je vais prendre avis de la question de mon honorable collègue, et on lui répondra.

Questions orales

[Traduction]

M. Sergio Marchi (York-Ouest): Monsieur le Président, je remercie le ministre responsable des Sports d'avoir répondu au nom de la ministre chargée de l'Immigration.

Je m'adresse à nouveau au vice-premier ministre. Il y a deux ans à la Chambre en réponse à ma question, la ministre de l'Immigration a dit, et je cite: «Nous appliquons les normes de la loi à tout le monde et nous allons particulièrement renforcer le contrôle du programme concernant les immigrants hommes d'affaires».

Je demande au vice-premier ministre alors que, 32 000 immigrants hommes d'affaires sont maintenant installés au Canada, si le gouvernement sait où ils se trouvent et s'ils ont tenu leur engagement envers l'économie canadienne en créant des emplois et combien exactement?

[Français]

L'hon. Marcel Danis (ministre d'État (Jeunesse) et ministre d'État (Condition physique et Sport amateur) et leader adjoint du gouvernement à la Chambre des communes): Monsieur le Président, je remercie mon honorable collègue pour sa question. Je peux l'assurer que l'honorable ministre de l'Emploi et de l'Immigration lui donnera. . .

[Traduction]

. . .et je suis sûr que le député sera satisfait de sa réponse.

* * *

LE CONTRÔLE DES ARMES À FEU

M. Svend J. Robinson (Burnaby-Kingsway): Monsieur le Président, ma question s'adresse à la ministre de la Justice.

Elle sait pertinemment que des centaines de milliers de Canadiens ont signé des pétitions réclamant un contrôle plus efficace des armes à feu au Canada, surtout en ce qui a trait aux armes militaires et paramilitaires, et que la Fédération canadienne des municipalités a réclamé, à l'unanimité, ce mois-ci, qu'on interdise aux civils de posséder ces armes.

Comme la ministre avait promis le 10 mai dernier, devant le Comité de la justice, de déposer un projet de loi sur le contrôle des armes à feu, avant l'ajournement de l'été, je voudrais lui demander pourquoi elle revient maintenant sur cette promesse? Pour quelles raisons cède-t-elle à la minorité bruyante de notre pays, qui ne